

Régionalisation québécoise des dépenses en immobilisations et réparations

Concepts, définitions, notes et précisions méthodologiques

Édition révisée de juin 2022

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2022
ISBN 978-2-550-92161-5 (2^e édition, 2022)
ISBN 978-2-550-90289-8 (1^{re} édition, 2021)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2022

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Juin 2022

Publication réalisée à l'Institut de
la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :

418 691-2401

1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca/fr/recherche? sujet=investissements

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2022). *Régionalisation québécoise des dépenses en immobilisations et réparations. Concepts, définitions, notes et précisions méthodologiques*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 13 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/regionalisation-quebecoise-depenses-immobilisations-reparations.pdf].

Table des matières

Introduction	5
1 Définitions	6
Dépenses en immobilisations ou investissements	6
Dépenses en immobilisations de propriété publique	6
Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger	6
Construction résidentielle	6
2 Notes et précisions méthodologiques	7
Arrondissement des données	7
Estimation des dépenses en immobilisations régionales	7
Construction résidentielle	7
Industries	7
Pays de contrôle	8
Région administrative	8
Région métropolitaine de recensement	8
Indicateurs de qualité	8
Révision des données provisoires et des intentions	8
3 Concepts	9
Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger	9
Dépenses en immobilisations de l' <i>Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations</i> et formation brute de capital fixe des comptes économiques	10
4 Sources	11
Dépenses en immobilisations et réparations corporelles non résidentielles par industrie (SCIAN), selon la propriété, selon l'actif et pour certains produits de propriété intellectuelle	11
Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon le pays ou la province de contrôle	11
Dépenses en construction résidentielle	12

Introduction

Les dépenses en immobilisations sont une variable économique de premier plan pour évaluer les efforts déployés pour augmenter, modifier ou maintenir la capacité de production de biens et de services économiques. En plus d'être une composante du produit intérieur brut selon les dépenses, les dépenses en immobilisations nous renseignent sur les changements technologiques et structurels entrepris par les différents secteurs industriels. Puisque ces enjeux économiques peuvent être différents selon les régions du Québec, il est important pour les différents acteurs régionaux de disposer d'un portrait régional cohérent des dépenses en immobilisations.

Le présent document est un complément aux données diffusées sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. Les estimations de ces données reposent sur des concepts, des définitions, des enquêtes statistiques, des données administratives et des méthodes d'estimations. Lors de l'analyse de ces données, ces informations sont importantes pour comprendre les limites de leurs interprétations.

1 Définitions

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique au propriétaire. Elles comprennent les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes et de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Dépenses en immobilisations de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Le secteur public comprend notamment les établissements d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

2

Notes et précisions méthodologiques

Arrondissement des données

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Estimation des dépenses en immobilisations régionales

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Les estimations des données par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données de l'*Enquête des permis de bâtir* utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Construction résidentielle

Chalets : Depuis 2018, les travaux effectués pour les chalets dont la valeur des permis excèdent 50 000 dollars ne sont plus codés dans les constructions unifamiliales. Par conséquent, les données de 2018 et des années subséquentes ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Les nouvelles constructions incluent les transformations (ajout d'unités de logement). La rénovation inclut les projets résidentiels mineurs (évalués à moins de 50 000 \$), les améliorations, et les autres travaux tels que les garages et les piscines.

Industries

SCIAN : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. À partir de l'année de référence 2018, le SCIAN 2017 version 3.0 est utilisé. Pour les données antérieures, le SCIAN 2012 est utilisé.

Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11) : À partir de 2017, sont incluses les dépenses des classes SCIAN de la culture de cannabis sous abri (111412) et de la culture de cannabis en plein champ (111995).

Fabrication de boissons et de produits du tabac (312) : À partir de 2017, sont incluses les dépenses du sous-secteur SCIAN de la fabrication de produits du cannabis (3123).

Commerce de gros (41) : À partir de 2017, sont incluses les dépenses de la classe SCIAN des grossistes-marchands de cannabis (413410).

Commerce de détail (44-45) : À partir de 2017, sont incluses les dépenses de la classe SCIAN des magasins de cannabis (453993).

Finance et assurances (52) : Les données de 2013 et des années subséquentes ne sont pas comparables avec celles des années précédentes. À compter de l'année 2013, les organismes de chaque secteur devaient déclarer leurs dépenses en immobilisations relatives aux contrats de crédit-bail. Auparavant, les organismes détenant le contrat de crédit-bail devaient déclarer la valeur de ces dépenses.

Autres services (sauf les administrations publiques) (81) : Les dépenses du sous-secteur SCIAN « Ménages privés (814) » sont exclues de ce secteur.

Administrations publiques (91) : Les dépenses des sous-secteurs SCIAN « Administrations publiques autochtones (914) » et « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux (919) » sont exclues de ce secteur.

Pays de contrôle

Europe : La classification géographique *Standard country or area codes for statistical use (M49)* des Nations Unies a été utilisée pour désigner les pays européens.

Région administrative

Les données antérieures à 2021 respectent les limites territoriales des régions administratives du décret 965-97 publié le 30 juillet 1997. À partir de 2021, les données incluent les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. Les municipalités constituant les municipalités régionales de comté (MRC) de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Région métropolitaine de recensement

Ottawa-Gatineau : Partie québécoise uniquement.

Les données antérieures à 2016, Statistique Canada, *Classification géographique type*, 2011. De 2016 à 2020, Statistique Canada, *Classification géographique type*, 2016. À partir de 2021, Statistique Canada, *Classification géographique type*, 2021.

Indicateurs de qualité

Les indicateurs de qualité ne sont pas disponibles pour les dépenses en construction résidentielle, pour le pays ou la province de contrôle, selon le type d'actif, par région administrative et par région métropolitaine de recensement.

Révision des données provisoires et des intentions

Les données anticipées (intentions) ainsi que les données provisoires recueillies auprès des entreprises sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisations sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

3

Concepts

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut désigner plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans la présente publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle (investissement sous contrôle étranger), mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissements étrangers selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers, telles que les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, ce qui correspond à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer

l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir les avantages que retire le Canada d'une augmentation du capital et de l'essor de la technologie. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la Loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne couvrent pas l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, la construction d'une usine par une entreprise américaine établie au Québec constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Dépenses en immobilisations de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisations ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses, ni à celles de l'investissement du programme Stock et consommation de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada.

Les données provenant de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du système de comptabilité nationale. Cette dernière repose sur un concept plus large que l'enquête, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, celles en bâtiments résidentiels et celles liées aux produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisations « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelées « construction » et « matériel et outillage » dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements

- Ajout des immobilisations incluses dans les dépenses d'exploitation
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux
- Analyse de la cohérence entre la production, le commerce, les stocks et les investissements pour les voitures, les camions et les aéronefs
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération

- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes
- Ajout des coûts de transfert
- Sectorisation et reclassification de certains répondants de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* entre les secteurs des entreprises, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages
- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois

La principale différence entre les dépenses en immobilisations publiques de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques est le traitement des entreprises publiques. Dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, les dépenses en immobilisations des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisations des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisations liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

4 Sources

Dépenses en immobilisations et réparations corporelles non résidentielles par industrie (SCIAN), selon la propriété, selon l'actif et pour certains produits de propriété intellectuelle

Ensemble du Québec

Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Régions administratives et régions métropolitaines de recensement (RMR)

Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec, Recensement annuel sur l'investissement minier, Recensement annuel sur la production minérale*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *l'Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon le pays ou la province de contrôle

Ensemble du Québec

Statistique Canada, dont *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et le produit *Liens de parenté entre sociétés*, et le Registraire des entreprises adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Régions administratives et régions métropolitaines de recensement (RMR)

Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec, Recensement annuel sur l'investissement minier, Recensement annuel sur la production minérale*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, le produit *Liens de parenté entre sociétés*, *l'Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en construction résidentielle

Ensemble du Québec

Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Régions administratives et régions métropolitaines de recensement (RMR)

Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments* et *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

« La statistique au
service de la société :
la référence au Québec »

statistique.quebec.ca